

CONGRÈS DES MAIRES DE L'AINSE

Sécurité, santé, fiscalité, éolien : 300

Les maires auront les noms des fichés S en voie de radicalisation : «Les autres, c'est l'affaire de la justice»

«C'est l'affaire des familles, mais aussi des élus, qui disposent de leurs services municipaux afin de signaler des individus en voie de radicalisation.» Lors de l'assemblée des maires de l'Aisne, vendredi 18 novembre au Centre Parcs de Chamouille, Cédric Bonamigo, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne, a animé un atelier sur la prévention de la radicalisation.

Antoine Lefèvre, président de l'Union des maires, avait émis le souhait que lui et ses collègues soient renseignés sur l'identité des personnes fichées S sur leur commune. Cédric Bonamigo relativise l'intérêt de cette demande : «Cette fiche n'a aucun lien avec le niveau de dangerosité de l'individu. Il est même d'ailleurs difficile pour nous de donner le nombre exact de personnes fichées S dans l'Aisne. L'efficacité de ce système repose sur la confidentialité.» Le lieutenant-colonel Le Neindre, officier de liaison auprès de l'Association des maires de France, autre intervenant de cet atelier, rebondit : «L'important n'est pas de savoir si vous avez 200 ou 300 radicalisés dans l'Aisne. Vous devez plutôt connaître certains profils, pas tous les noms. Laissons la justice s'occuper des cas les plus préoccupants. En revanche, les maires peuvent intervenir pour ceux qui sont en voie de radicalisation et qu'on peut ramener dans le droit chemin.»

Des mains se lèvent. Patrick Delamour, maire de Vénérolles, en Thiérache, évoque au micro le cas d'un ancien militaire, réformé, qui avait menacé une mère de famille avec une arme, le jour où il a arrêté son traitement : «Un jour, j'ai vu qu'il était de retour. J'aimerais être au courant des mesures mises en place. Car nous sommes responsables en tant que maire.»



Cédric Bonamigo, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne, s'adresse aux maires du département : «L'efficacité du système de la fiche S repose sur la confidentialité.»

Jeannine Van Landeghem, maire de Nogent-l'Artaud, aimerait quant à elle connaître l'évolution de cette jeune femme qui s'est radicalisée.

Deux mille Français émettent ouvertement l'envie de partir au Moyen-Orient dans le but de livrer la guerre sainte. 600 Français y sont déjà, dont environ 400 mineurs. «Plus de cent enfants sont nés sur une zone de combat, reprend le Lieutenant-Colonel Le Neindre. Une soixantaine sont revenus. D'autres reviendront. Ils sont Français. Va-t-on leur tourner le dos ?» La réponse sous-entendue semble être "non".

«EMMANUELLE EST DEVENUE SOUMAYA»

Charline Delporte, présidente du Centre national d'Accompagnement Familial Face à l'Emprise Sectaire (Caffes), est la troisième intervenante de cet atelier : «Quand des familles viennent me voir, c'est pour me dire : "Mon enfant, mon mari, n'a plus le même comporte-

ment." Nous sommes là pour déterminer s'il est sous emprise.» Elle cite des exemples de «jeune femme convertie par un Français converti à un islam radical partie en Irak défendre ses frères musulmans», «de fille de chirurgien, qui a fait des connaissances dans un bar à chlcha et qui avait été séduite». La séduction est la première phase d'embrigadement. Suivent, dans l'ordre : le conditionnement, la rupture familiale et la conversion. «Au départ, cette jeune femme, la tête sur les épaules, était juste attirée par la culture du Moyen Orient, confie Charline Delporte. Elle voulait apprendre l'arabe. Ses intentions étaient positives. Elle s'est retrouvée en Irak.» La présidente du Caffes évoque cet effroyable scène : «La jeune femme, rarement, communiquait avec sa mère, par skype. Celle-ci a vu sa fille s'émouvoir quand son mari est rentré avec, dans la main, la tête d'un mécréant.» Elle évoque un cas porteur d'espoir : celui d'Emma-

nuelle, devenue Soumaya après avoir été enrôlée sur Internet, endoctrinée pendant 1100 jours suite à une déception amoureuse. «Elle avait 500 relais, dont les frères Kouachi. Sa mission était de commettre un attentat dans une synagogue et de tuer le maire de son village. Elle a été condamnée pour apologie de Daesh. Elle est redevenue Emmanuelle. Mais attention, les risques de rechute sont importants, car être sous emprise est une addiction. Quand je la rencontre. Elle me dit, pour me rassurer : "Bonjour, je suis Emmanuelle."»

6 SIGNALEMENTS PAR JOUR EN FRANCE

Le Lieutenant-Colonel poursuit : «Ça peut toucher n'importe quel individu dès lors qu'on a internet, et donc accès à la propagande djihadistes. Internet constitue le premier contact des futurs radicalisés, mais l'enracinement se fait par contact humain.» Il cite l'exemple de la commune de Wissembourg, si-

tuée dans le Haut-Rhin, «où a vécu l'un des trois protagonistes de l'attentat du Bataclan» : «Le maire a dit : "On n'a rien vu venir." Ce n'est pas un épiphénomène. Cela va durer. On a 5 ou 6 signalements avérés par jour. Mais il y en aura de moins en moins de la part des familles, qui hésitent à signaler, de peur d'hypothéquer l'avenir de leur progéniture, ou qui estiment que la religion a sorti leur enfant de la délinquance... Il revient donc aux maires et à ses services, aux associations, aux services sociaux, de signaler les individus.» Le directeur de cabinet du préfet rappelle le numéro vert (0800.005.696), auquel il incite les maires à signaler tout individu qui bascule : «Les renseignements interviendront pour évaluer la dangerosité. A la préfecture, nous avons mis en place une cellule de suivi social de déradicalisation. Trente individus sont traités depuis un an.»

Cédric Bonamigo explique le terme djihad : «Les Intéressés revendiquent eux-mêmes le terme de djihadistes, qui signifie "faire l'effort". Faire l'effort contre soi-même, c'est le "grand djihad", et faire la guerre sainte, c'est le "petit djihad". Tout citoyen français est une cible potentielle. L'ennemi s'est adapté. C'est Ben Laden qui a lancé ce concept. Les 1ers martyrs étaient les Afghans qui se battaient contre l'invasisseur soviétique. Mais la propagande s'adapte au public recherché. Elle reprend les codes occidentaux, dans ses vidéos notamment. Elle passe par internet, où on compte 2370 sites djihadistes en français. Il y a mille profils twitter liés au djihadisme. Le nombre de followers est plus important que pour des sportifs célèbres.»

G. G.

Colonel Carlos Mendes, patron des gendarmes de l'Aisne : «Nous travaillons avec les maires à créer un sentiment de sécurité»

«Je ne suis pas obnubilé par les chiffres !» jure le colonel Carlos Mendes, à la tête des quelque 700 gendarmes de l'Aisne. En termes comptables, il a pourtant de quoi se satisfaire du dispositif de participation citoyenne (anciennement "volonté vigilante") dans le département. En effet, plus de 600 des 800 communes de l'Aisne ont adhéré à ce dispositif qui consiste à créer des liens privilégiés entre les brigades de gendarmerie et les habitants et leurs élus, afin d'assurer un meilleur renseignement mutuel entre tous ces protagonistes : «Nous œuvrons à améliorer et renforcer notre communication avec nos concitoyens pas seulement à des fins de vigi-

lance ou de sécurité, mais aussi de solidarité et de lien social. C'est un besoin dans les territoires ruraux et enclavés.»

En ces temps de désengagement et de raréfaction des services publics en milieu rural, la gendarmerie tient à faire savoir que ses hommes occupent le terrain et ne délaissent pas les administrés : «Avec la Chambre de commerce et d'industrie de l'Aisne, nous avons également développé un système d'alerte SMS aux commerçants, qui renforce le sentiment de sécurité et la confiance mutuelle, entre nos services et les entrepreneurs.»

Mais cette somme d'informations qui circulent entre les référents du

dispositif et les forces de l'ordre ne répond pas qu'à un besoin d'être rassuré et fait ses preuves dans le travail quotidien des forces de l'ordre : «Nous identifions et interpellons les auteurs de crime. C'est notre mission. Mais notre ambition c'est de prévenir le crime avant qu'il ne survienne ! Tous ces signalements d'agissements suspects et ces appels à la vigilance que nous recevons ou que nous communiquons sont indispensables afin d'y parvenir.»



Le colonel Carlos Mendes est satisfait du dispositif participation citoyenne dans l'Aisne, qui associe les maires et les habitants aux forces de l'ordre, à des fins de renseignements mutuels.

M. F.

1/12

CONGRÈS DES MAIRES DE L' AISNE

maires de l'Aisne préparent l'avenir

Pierre-Jean Verzelen : «Nous subventionnerons généreusement les communautés de communes qui prennent la nouvelle compétence voirie»



Pierre-Jean Verzelen est maire de Crécy-sur-Serre et premier vice-président du Conseil départemental en charge des finances.

Pierre-Jean Verzelen, a été le premier à prendre à la parole lors du congrès, afin d'expliquer à ses collègues la réforme du Fonds départemental de solidarité, une caisse commune entre les maires et le Département qui finance l'entretien des routes : «Nous aimerions que les communautés de communes s'occupent désormais des routes dites RS2.» Les routes clas-

sées RS2 sont les plus petites routes départementales, une catégorie qui se situe juste avant les chemins, et une épine pour les finances du Département qui entretient seul près de 6000 des 11000 kilomètres de route de l'Aisne et finance majoritairement le reste du réseau. «Cette nouvelle compétence voirie RS2 n'est pas imposée. C'est, bien sûr, sur la base du volontariat que les com-

munités de communes adhéreront au dispositif. Mais son architecture est très intéressante car nous pourrions subventionner jusqu'à 86% ces travaux d'entretien», détaille l'élu qui estime que ce transfert de charges va dans le sens des réformes territoriales : «Nous pensons que les routes de catégorie RS2 ont un intérêt communautaire tout à fait adapté à l'échelon intercommunal.»

M. F.

Alain Lorain : «Nous n'avons pas les moyens d'entretenir ces routes»



Alain Lorain est maire de La Selve et président de la Champagne Picarde.

Le président de la communauté de communes de la Champagne-Picarde n'en fait pas mystère : son intercommunalité ne prendra pas la nouvelle compétence voirie RS2 sur son territoire. «Ce serait une ligne de dépense supplémentaire et je ne

vois pas de ligne de recette en face pour la financer !» Il est à la tête d'une communauté de communes économe et assise sur une enveloppe financière confortable, qu'elle a constituée avec le temps mais qu'il craint de voir s'amenuiser :

«Afin de ne pas consommer nos réserves nous avons dû très récemment augmenter nos impôts locaux et il est inenvisageable que nous les augmentions à nouveau pour nous saisir de l'entretien d'une partie de la voirie départementale. Les administrés ne comprendraient pas.» S'il ne juge pas le dispositif mauvais et qu'il en a saisi tous les mécanismes incitatifs en matière de subvention, Alain Lorain veut tempérer les effets de la réforme territoriale sur sa communauté de communes : «Nous venons juste de choisir nos nouvelles compétences, les optionnelles et les obligatoires. Le timing n'est pas bon.»

Le président craint également que ce transfert de charges... en préfiguration d'autres ! Il conclut : «Notre analyse est que les charges pesant sur le contribuable vont continuer d'augmenter. Autant dire que nous ne sommes pas pressés d'y arriver.»

M. F.

Isabelle Ittelet : «Stop au développement éolien !»



Isabelle Ittelet est sixième vice-présidente du Conseil départemental et conseillère régionale.

Isabelle Ittelet milite férocement pour un moratoire, voire un arrêt définitif du développement éolien sur le territoire de l'Aisne. Conseillère régionale, elle est satisfaite de la décision de la majorité de droite de Xavier Bertrand de se prononcer contre tout nouveau projet. Conseillère départementale, elle est tout aussi satisfaite du vœu énoncé par la majorité départementale d'en faire autant : «Moi, je viens de Thiérache, où les éoliennes ont défigurés le

paysage, et décoté nos maisons ! Des maisons que les gens ont mis une vie à rembourser !» Isabelle Ittelet parle d'un développement «dérégulé» et qui menace l'avenir de son territoire. «Afin de relancer la Thiérache, on parle d'y développer le tourisme. Mais comment y parvenir avec toutes ces éoliennes qui bouchent l'horizon ? Selon moi, c'est très clair, les revenus de l'éolien chassent les autres.»

M. F.

Jacques Sevrain : «L'éolien, une énergie propre et qui rapporte !»



Jacques Sevrain est maire de Marle.

Le maire de Marle est un défenseur de l'énergie éolienne. Il est convaincu par leur caractère écologique : «Une énergie propre qui ne brade pas l'avenir de nos enfants.» Jacques Sevrain est surtout un pragmatique : «L'éolien est devenu une source de revenus indispensable pour les petites communes comme la mienne !» S'il comprend les arguments des anti-éoliens, il ne peut s'empêcher de faire quelques observations : «La Région et le Département se désengagent partout et se prononcent désormais contre nos sources de revenus !» Le maire observe égale-

ment que malgré l'opposition politique et idéologique, l'éolien avance : «A Marle, nous avons eu 15 années d'opposition et de recours contre notre parc éolien, mais à quoi bon ? Le projet est allé à son terme car il va dans le sens des politiques publiques. Ni le Département ni la Région n'ont la main sur le développement éolien, c'est du ressort du préfet et donc de l'Etat. Attendons de connaître les résultats de l'élection présidentielle de 2017 avant de faire des déclarations à l'emporte-pièce.»

M. F.

Centenaire 1914-18 : "Les maires doivent mobiliser leurs administrés !"



Les maires du Chemin des dames veulent travailler avant tout avec leurs habitants.

«On sait bien que le 16 avril sera une manifestation très "nationale" et que nous ne serons qu'un "petit peu" associé à cette commémoration», explique Marthe Bricot, maire de Pancy-et-Courtecon. Mais, à l'instar de Jean-Paul Coffinet, maire de Beurleux et président de la communauté de communes du Chemin des Dames, les élus ne craignent aucune mise à l'écart : «Le comité de pilotage départemental de Franck Villetard est très

performant. Il y a de nombreux projets de terrain qui se dérouleront toute l'année et associeront la population aux cérémonies et aux manifestations. Notre rôle sera de mobiliser les habitants pour montrer que l'Aisne est un pays de gens qui connaissent, respectent et comprennent l'histoire de leur terre !»

Rendez-vous dès janvier 2017 pour une année chargée en commémorations.

M. F.

Handwritten mark